L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 4 AOUT 1867. Entre les rues Bienville et Conti

DUPOUR & LEBET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16; par semestre, $8; par trimestre, $4;
Prix d'un exemplaire, 10 cents.
EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $8; par semestre, $4.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces quotidiennes, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces tri-hebdomadaires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces du mois, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, un escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces seront arrêtés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
DIMANCHE MATIN, 4 AOUT.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.
Par le Shériff, à l'office F. M. dans l'enceinte de la Maison des Cours, vis à vis la Place Jackson, fourchettes, couteaux et bouteaux au argent plaqué.
Par A. Fenber, au No 46 de la rue de Chartres, marchandises sèches, nouveautés et lingerie.
Par H. Morel, à Vendue, au No 38 de la rue de Chartres, marchandises sèches et lingerie.

☞ Achetez vos cassonettes et chocolate chez M. Kracck Turpin, 93 Vieille Levée

ATTENTION!
☞ Le shériff procédera demain, à 5 heures P. M., dans la Maison des Cours, rue de Chartres, vis-à-vis de la Place Jackson, à la vente de: Un lot d'argenterie plaquée.
Voir annonce.

Ressources financières de la Nouvelle-Orléans.

L'ancien contrôleur de ville, M. Stoddart Howell, le prédécesseur de M. Mohan, vient de publier un article où il condamne entièrement le plan que ce dernier a proposé aux Conseils de Ville pour le paiement des billets, il trouve ce plan insuffisant, voir impossible. Et il l'est, en effet, mais non d'une manière absolue : il faut en prendre seulement ce qu'il peut donner. C'est ce que nous avons fait nous-même dans notre article d'hier. De toutes les propriétés appartenant à la ville et qu'elle pourrait vendre, nous ne voyons guère que ce qui reste de la batture et les terrains de vente, et ceux qui les occupent veulent les acheter, pour le droit de continuer à les occuper en payant un intérêt de trois cent par an. Une portion d'entre eux achètera certainement, et c'est une ressource dont on peut user et qui fera rentrer quantité de papier. Quant à la vente de la batture, le droit est incontestable et le résultat certain. Aussitôt que les plans seront dressés et la vente annoncée, un rechercheur avec avidité les billets de ville, car ce sera en billets qu'en vertu des achètes devront être payés, et ce besoin seul suffira pour leur relever considérablement dans l'opinion publique, avec la condition sur tout qu'une fois rentrés dans la caisse du Trésorier, ils n'en ressortiront plus que pour être réduits en cendres.

Les autres propriétés de la ville, à part quelques terrains isolés de faible valeur, sont invendables, parce qu'elles sont affectées à un service public d'une nécessité absolue. Si on les vendait, et est comme si on vendait la Nouvelle Orléans toute entière qui ne peut se passer du service auquel ces propriétés sont affectées. Elles ne peuvent donc figurer que comme garanties, non comme valeurs actives, et il faut les laisser entièrement de côté dans les comptes à établir pour notre liquidation municipale.

Mais nous avons le revenu du wharfage, que M. Stoddart veut confondre absolument avec le revenu des marchés, et qu'il veut confondre à tort, attendu qu'on le revend à toujours été compté comme un objet à part dans le budget des recettes. Les wharfs furent affermés pour la première fois en 1856 ; on en connaissait alors très peu la valeur, attendu que leurs réparations avaient toujours absorbé jusques là tout ce qu'ils pouvaient rendre. La ferme en se vendait que moins à $400 ; $1,000, du moins, pour trois années, et cette somme servit à éteindre la dette flottante de cette époque.

Une autre adjudication eut lieu vers la fin de 1857, à des conditions infiniment plus belles pour la ville, car le commerce s'était bien accru depuis trois ans ; mais la guerre étant survenue et le port de la Nouvelle-Orléans ayant été fermé par le blocus, le bail dut être résilié. Depuis nous avons que les quais et les débarcadères ont été réparés aux frais de la ville quand ils avaient ils étaient réparés aux frais des fermiers, et ces frais ont été immenses, mais nous n'avons le revenu que la ville en a tiré. La seule chose qui ait transpiré à ce sujet, c'est que des poursuites étaient faites contre un des collecteurs de levée pour négligence, insuffisance ou infidélité de compte. La chose devait naturellement tomber, et elle finira toujours par quand la ville voudra faire collecter des droits sur des objets variables, objets de hasard ou d'aventure. On peut être sûr que la plus forte partie de ces variations entrera dans la poche des collecteurs, car en ces sortes de choses le contrôle est de difficile pratique pour ne pas dire impossible.

On voit par ce qui précède que le revenu des quais et débarcadères n'a jamais figuré comme un chapitre régulier dans les ressources consacrées aux dépenses courantes de la ville. Mise de côté jusqu'à présent dans le compte général des finances municipales, rien n'empêche que cette ressource ne soit encore mise de côté aujourd'hui pour faire face à un besoin pressant en dehors du budget des dépenses. En trois ou quatre années de ferme, au plus, nous pourrions acheter par ce moyen plus d'un million de dette, sans causer le moindre tort aux exercices des divers départements municipaux. Voilà ce que M. Stoddart Howell n'a pas bien saisi parce qu'il ignore vraisemblablement les antécédents de ce se rattachant à cette affaire, antécédents que nous rappelons ici sommairement.

En ce qui concerne l'application des revenus des marchés au rachat des billets, nous sommes d'avis ; ces revenus n'ont jamais eu d'autre destination que celle qu'ils ont aujourd'hui. Ils forment et ont toujours formé un appoint considérable dans les sommes allouées pour administration de la ville, et le détournement proposé par M. Mohan ne pourrait en être fait qu'à la condition de réaliser de fortes économies dans le budget des dépenses. Mais comment opérer cela, après la malheureuse tentative du maire Kennedy ? Comment a-t-il été traité ? Pour ce seul essayer d'une réduction. Il aurait au droit de compter sur quelque reconnaissance ou tout au moins sur quelque justice. Il n'y a eu pour lui que du dédain. Le peuple vota résolument pour des administrations, pour les hommes dont les service public viennent d'être terminés d'une manière si brusque. Le Dr. Kennedy est bien vengé.

Les économies seraient-elles plus faciles au Gardien et pourrait-on distraire du revenu général les sommes provenant de la ferme des marchés ? Oui, sans doute on le pourrait, mais à la condition d'établir préalablement une comptabilité sévère dans les départements de la Voirerie et du Contrôle ; des rasoirs, enfin, à toutes dépenses non urgentes, et de faire subir, préalablement, une réduction aux traitements municipaux, après avoir supprimé tous les traitements inutiles. Mais qui fera cela ? Qui voudra l'entreprendre ? Les hommes nouveaux appelés par l'autorité militaire à prendre part au gouvernement de l'Etat et de la ville, seront-ils plus désintéressés que ceux qu'ils remplacent ? Il est permis d'en douter.

Du plan de M. Mohan, réalisable dans les limites que nous venons d'indiquer, M. J. Howell passe à diverses mesures votées par les Conseils et approuvées par le maire, et, de ce propre autorité, les déclare illégales. M. J. Howell fait tout aussi bien de déclarer illégaux les bons d'Etat que deux commissaires de levées vont tacher de vendre à New-York, sur la signature de M. Flanders et l'endossement du général Sheridan ; par bien que le Congrès ait refusé la nomination de M. Flanders à la place de gouverneur, la Louisiane comme Etat n'en est pas moins restée étrangère à la nomination de M. Flanders, et les capitalistes de New-York peuvent très bien prétexter de cette irrégularité de titre pour refuser de prendre les bons à des conditions raisonnables.

Nous ne devons pas nous arrêter à de telles arguties pour ce qui touche à la ville. L'émission des billets municipaux a été de tout temps illégale et n'a d'excuse que dans les nécessités terribles où la guerre nous avait réduits. Ces nécessités et l'adhésion tacite des habitants aux mesures prises dans l'intérêt public excusent tout et légalisent tout. La ville, d'ailleurs, veut devoir ces billets, comme la ville aussi veut les racheter ; il n'y a pas de loi qui le lui empêche, parce qu'il n'y a pas de loi qui oblige à la banqueroute quand on a les moyens de s'acquitter. D'ailleurs, encore, les émissions de billets ont été légalisées par la dernière Législature, et si cette législation n'a pas tenu, c'est parce qu'elle se rattachait à deux bills que les Conseils, sur l'avis du maire qui avait raison en ce cas, n'ont pas accepté. La sanction n'en doit pas moins être regardée comme ayant été virtuellement donnée et, partant de ce principe, nous devons regarder comme légales aussi les diverses conversions de billets soit en bons, soit en warrants, votées par les Conseils et signées par le maire, nonobstant la législation de 1852 relative à la consolidation de cette époque. Bien, selon nous, ne s'oppose donc à ce que les nouveaux Conseils, ou les Conseils *réunis*, *ex*, poursuivent sur ce point l'œuvre commencée. Pour tous les intérêts, il faut qu'elle s'achève. De l'émission, proposée par M. Howell, d'un million en petits billets pour remplacer les gros, attaqués sine, par tous les moyens, nous n'avons rien à dire, sinon que la mesure étant jugée bonne, il faudra en entourer l'exécution de toutes les garanties d'honnêteté possibles.

THÉATRE DE L'OPÉRA — On nous communique les noms de quelques artistes déjà engagés par MM. Allonzi et Calabresi, directeurs de l'Opéra, pour la prochaine saison théâtrale, le voici :

M. Picot, premier fort ténor de grand opéra tout nous avons déjà parlé ;

M. Dufresne Dumani, fort ténor de traduction, premier ténor d'opéra comique ;

Mlle Audibert, première forte chanteuse, qui a chanté à l'Opéra de Paris, et qui a obtenu beaucoup de succès à Bordeaux, où elle était en représentation. On assure qu'elle a une belle voix, une bonne méthode, et qu'elle est en même temps très belle personne.

Mlle Mathilde Duprat, première chanteuse légère, qui était à l'Opéra Comique de Paris, n'a signé que conditionnellement, la direction demandant un dédit considérable pour résilier l'engagement.

Plusieurs engagements importants pour le drame et la comédie ont déjà été faits, nous en parlerons lorsque la liste sera complète.

COLLEGE DE LA LOUISIANE. — C'est à partir du lundi, 19 d'août, que commenceront les exercices de cette institution qui est arrivée aujourd'hui à un degré de popularité extraordinaire. Le COLLEGE DE LA LOUISIANE, dirigé par le colonel Ferrier, offre chique année aux familles une fête qui est pour ainsi dire devenue une fête du pays et qu'on attend comme un de ces événements de règle et sur lesquels on a le droit de compter d'avance. et nous croyons que cette année la distribution des prix qui suivra les examens sera en élégance, en grandeur et en pompe, égale pour le moins aux distributions précédentes, et tout a fait en harmonie avec les succès de cet établissement remarquable.

EXAMENS.—Nous avons eu le plaisir d'assister aux très intéressants examens subis hier par les élèves de l'*Ecole-Académie* de M. A. V. Romain, et, comme toutes les personnes présentes, nous avons été pleinement satisfaits. Les exercices dont nous parlons s'étant prolongés dans la soirée, nous nous voyons forcé d'en remettre le compte rendu à un prochain numéro, c'est-à-dire à notre numéro de mardi matin.

DE BONS EMPLOIS.—Tous les jeunes gens feront bien de se rappeler que à ils trouvent chaque jour des emplois qui rapportent $1,000, $2,000 ou $3,000 par an, il faut qu'ils aient une éducation qui donne cette valeur aux services qu'ils rendront à leurs patrons. C'est la condition *sine qua non* pour obtenir ces emplois. Pourquoi les négociants s'adressent-ils toujours au Collège Commercial de Dolbear, concurrence Camp et Commune, pour obtenir les jeunes gens qu'ils ont gradué ? Simplement parce qu'ils ont les connaissances requises pour les affaires et qu'ils savent tenir les livres.

LES VRAIS AMIS DU SUD.—En dépit des infortunes de cette époque, des désagréables changements de température et de la lourdeur politique qui pèse sur nous, les amis de Quinquina du Dr. Perl & Cie, continuent à mériter la faveur publique, et ceux qui les préparent ont beaucoup de peine à répondre à toutes les demandes. Cela est du à leur mérite intrinsèque. Ces sirops sont faits ici, par un chimiste du Sud expérimenté et très connu. Ils sont préparés d'après la recette d'un médecin qui est familier avec les maladies particulières au Sud. Ils sont faits avec les meilleurs matériaux et le quinquina le plus pur, et constituent le meilleur préservatif imaginable contre la fièvre en frisson.

HABITS AU RABAIS.—Il est peu de marchés où l'on vende les habits et le linge fait à aussi bon marché qu'au No 41 et 43 rue du Camp, on MM. Garthwaite, Lewis et Stuart ont établi pour 1 été les articles les plus élégants, les plus variés et les plus riches. Nous engageons les personnes qui ont besoin de vêtements à se transporter à l'adresse que nous indiquons et elles veulent profiter de la bonne occasion qui leur est offerte.

SOUSCRIPTION
Au profit des Soldats de l'armée impériale mexicaine.

E. M.	$1 00
M. J.	1 00
L. M.	1 00
Joseph Llulla	10 00
L'Abeille	10 00
Bernard Avegno	50 00
J. A.	1 50
C. H.	1 00
H. M.	1 00
Henry Castaréde, Sec.	25 00
A. Baquié, Sec.	25 00
Star Mutual Ins. Co.	10 00
Forstall & DeLasus	10 00
J. H. Elmer & Co.	25 00
Ancien Molin	10 00
Anonyme, cash	10 00
Colonel Ar Gérard	5 00

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—3 août.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, Opticien, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	81 degrés.
Midi	86 "
3 heures P. M.	89 "
6 heures P. M.	80 "

RÉUNION DES CONSEILS DE VILLE

Sur une convocation du maire, les nouveaux Conseils de ville se sont réuni hier à 11 heures pour procéder à leur organisation dans leurs chambres respectives.

Dans le Conseil des Aldermen, MM. Grieff, Peter O'Donnell, Burbank et Stapleton n'ayant pas répondu à l'appel, M Woolfley, sur la proposition daquel M. Graham avait été invité à occuper le fauteuil, demande l'ajournement à mardi prochain. M. Woolfley fondait sa demande sur la présence d'un simple quorum. L'ajournement a été adopté.

Les Assistants d'Aldermen il ne manquait que deux membres : MM. Lapsne et Straight. M. Happ, remplaçant M. Rigney, a été du président. M. Happ a renoncé et immédiatement après il a procédé à l'élection d'un secrétaire. Mais alors la question de savoir si le conseil avait le droit d'élire un secrétaire nouveau a été soulevée. A qui le nouveau Conseil pouvait servir de guide ? Comment a-t-il été traité par le Conseil précédent ? Comment a-t-il été traité ? Pour cet unique motif on a ajourné encore. Il aurait au droit de compter sur quelque reconnaissance ou tout au moins sur quelque justice. Il n'y a eu pour lui que du dédain. Le peuple vota résolument pour des administrations, pour les hommes dont les service public viennent d'être terminés d'une manière si brusque. Le Dr. Kennedy est bien vengé.

Les économies seraient-elles plus faciles au Gardien et pourrait-on distraire du revenu général les sommes provenant de la ferme des marchés ? Oui, sans doute on le pourrait, mais à la condition d'établir préalablement une comptabilité sévère dans les départements de la Voirerie et du Contrôle ; des rasoirs, enfin, à toutes dépenses non urgentes, et de faire subir, préalablement, une réduction aux traitements municipaux, après avoir supprimé tous les traitements inutiles. Mais qui fera cela ? Qui voudra l'entreprendre ? Les hommes nouveaux appelés par l'autorité militaire à prendre part au gouvernement de l'Etat et de la ville, seront-ils plus désintéressés que ceux qu'ils remplacent ? Il est permis d'en douter.

Du plan de M. Mohan, réalisable dans les limites que nous venons d'indiquer, M. J. Howell passe à diverses mesures votées par les Conseils et approuvées par le maire, et, de sa propre autorité, les déclare illégales. M. J. Howell ferait tout aussi bien de déclarer illégaux les bons d'Etat que deux commissaires de levées vont tacher de vendre à New-York, sur la signature de M. Flanders et l'endossement du général Sheridan ; par bien que le Congrès ait refusé la nomination de M. Flanders à la place de gouverneur, la Louisiane comme Etat n'en est pas moins restée étrangère à la nomination de M. Flanders, et les capitalistes de New-York peuvent très bien prétexter de cette irrégularité de titre pour refuser de prendre les bons à des conditions raisonnables.

MANUFACTURES DU SUD. — La fonderie de Leeds & Co est un des premiers établissement de ce genre dans le Sud, car ses produits manufacturés ont obtenu le diplôme et le ruban bleu à la Foire d'Etat de la Louisiane. On peut y obtenir aux plus bas prix des chaudières à scorie de tout genre, ainsi que des vis de Newell pour presses. Voir l'annonce dans une autre colonne.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A *L'ABEILLE*

Nouvelles des Marchés.

Baisse continue de la Farine.

Les Garibaldiens repoussés des frontières romaines.

Visite de l'Impératrice Eugénie en Angleterre.

New-York, 3—Arrivé le steamer America parti de Brème le 20 juillet, par Southampton le 23. Les nouvelles sont été devancées par de grands télégrammes transmis tout récemment par le câble.

Le *Nord* publie un télégramme daté du 20 juillet, de Valencia, qui rapporte que le câble atlantique de 1866, a est encore rompu soudainement cette après-midi. On pensait que la rupture était à 50 milles de Heart's Content. Le président de la Compagnie dit que l'accident est arrivé dans un endroit où il n'y a pas une grande profondeur d'eau, et le mal peut être promptement réparé, comme dans le cas du dernier accident arrivé tout récemment au même câble.

Le câble de 1865 est dans un état parfait.

Le Grand Vizir a donné un banquet d'adieu à bord du Lyons.

Le Pape a envoyé de riches présents au Sultan et au vice roi d'Egypte pour la protection accordée aux catholiques dans leurs domaines.

Six cents garibaldiens ont pris sur la frontière papale et ont été chassés par les troupes de l'Etat. Le 17 juillet il y a eu à Rome 22 mortalités causées par la cholérine.

Le *Journal* de Paris dit que des émissaires russes répandent l'argent parmi les Roumains de la Transylvanie.

Un grand incendie a éclaté à Lisbonne le 21 juillet. L'huile de Maria Pia a été détruit.

Le déficit dans le budget italien est de 217 millions de livres.

L'impératrice Eugénie a fait une visite à la reine Victoria, à Osborne, le 22.

Un bill prohibant les meetings publics dans le Parc Royal a passé à la seconde lecture à la Chambre des Communes. MM. Mills et Taylor ont fait opposition.

Louisville, 3—Vendu 100 boucaults de tabac, marché plus ferme de 3 0[0 à 5 0[0. Farine en baisse, nouvelle No. 1, à 10 75. Coton 23.

St Louis, 3—Tabac ferme et bien tenu. Coton sans changement. Farine en baisse, extra 7 75, choix 10 75.

Cincinnati, 3—Farine sans variation. Coton à 26. Provisions en baisse et irrégulière. Porc plus ferme à 23 25. Bacon 12. Epaules 11. Jambon au sucre 21 à 22. Jambon commun 19.

Augusta, 3—Coton calme mais ferme. Vendu 552 balles à 25.

Charleston, 3—Coton très calme. Vendu 9 balles aux mêmes prix. Reçu 109 balles.

Savannah, 3—Coton actif. Qualités inférieures négligées. Vendu 150 balles. Reçu 90. Nouvelles des récoltes sont encourageantes.

L'empereur Maximilien n'est pas encore arrivé hier. Blanco 2,269. Noir 3,062.

Mobile, 3—Vendu 500 balles de coton. Stock faible. Bas middling à 23 1[2.

Washington, 3—L'amiral Togethoff, de la marine américaine, qui va chercher le corps de Maximilien, est arrivé ici.

L'ordre pour rappeler le général Sheridan n'est pas encore prêt. On dit, dans les cercles habituellement bien informés sur les affaires publique, que le général Thomas remplacera le général Sheridan qui devra, par conséquent, emporter au général Sherman. Halleck ira dans le Tennessee.

Le secrétaire de la marine a reçu du capitaine Roe, commandant la station de l'Ouest Indie, des dépêches annonçant son arrivée à Panama le 12 juillet après une traversée de 1 jours, à partir de Vera Cruz, qu'il a hissé l'amiral Palmer à bord de son navire pavillon, le Tacony.

Il serait Don Juan Lacunza, premier ministre de Maximilian, et son secrétaire, sont venus par le Tacony.

Le contre-amiral Palmer rapporte son arrivée à la Vera Cruz le 20. Parti de Key West, il avait touché à Tampico. Le steamer des E. U. Yantic était à Tampico. Tout y était tranquille. Le lieutenant commandant Maxwell, du Yantic, est mort à bord de son navire sur la rivière Tampico, le 17 juillet. Il avait été enterré le 20 dans le cimetière des Protestants, les autorités de l'endroit honorant par des cérémonies militaires.

La corvette autrichienne Elizabeth était à Vera Cruz, attendre le retour de l'empereur. Une canonnière française était dans le port.

On ne reconnaît aucun représentant étranger excepté ceux des Etats Unis Lerdo arrivera probablement bientôt. Le Congrès, dit-on, a fait un pas vers la reconnaissance du gouvernement de Juarez.

Le Mexique, dit-on, a été complètement pacifié dans le centre et le nord. Le Yucatan est encore en insurrection